



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

#### Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale

#### sur les femmes et à la vingt-troisième session

#### extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes,

développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### **Déclaration présentée par Generation Initiative for Women and Youth Network et Women Thrive Worldwide, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

L'adoption des objectifs de développement durable offre aux femmes et aux filles vivant dans la pauvreté une occasion sans précédent, non seulement d'être bénéficiaires du nouveau programme mondial pour un monde meilleur, mais également d'y participer au même titre que les hommes. En outre, le cinquième objectif de développement durable vise la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. L'égalité des sexes est une condition essentielle à la concrétisation des 17 objectifs. Les femmes et les filles doivent être entendues et prises en compte dans la planification et la mise en œuvre de tous ces objectifs.

Women Thrive's Alliance for Women's Solutions est un réseau qui compte 180 groupes locaux de femmes et organisations de la société civile présents dans les pays en développement et qui préconisent la prise en compte de solutions proposées par les femmes dans les politiques et programmes de développement. Depuis près de 17 ans, Women Thrive met en relation les membres de l'Alliance avec des décideurs, leur permettant ainsi d'être représentées dans les sphères de prise de décision où elles peuvent faire connaître leurs priorités, proposer des solutions et prendre directement part au dialogue sur le développement à l'échelle locale et mondiale.

Au cours des trois dernières années, les membres de l'Alliance qui se consacrent à l'éducation ont participé au processus d'élaboration des objectifs de développement durable afin de faire adopter un objectif sur des résultats d'apprentissage équitables et de qualité. Le processus d'adoption de ces objectifs était plus inclusif que celui qui a conduit au choix des objectifs du Millénaire pour le développement, mais la société civile devait toujours se battre pour avoir une place à la table des négociations. Les femmes ayant pu se faire entendre dans le processus pour lequel elles se sont battues, leurs besoins sont mieux pris en compte dans les objectifs relatifs à l'éducation et la participation des organisations de la société civile au processus leur a permis de mieux s'approprier le programme. Ainsi, ces deux acteurs sont mieux outillés pour être des partenaires de réalisation à part entière. Leur participation doit se poursuivre pour que le processus de mise en œuvre des objectifs de développement durable soit efficace et que leur application soit durable. Les femmes et les filles ne devraient pas avoir à se battre pour obtenir une place à la table des négociations.

Nous, membres de l'Alliance, demandons tous ensemble la participation des femmes et la prise en compte authentique et stratégique de leurs priorités ainsi que des solutions qu'elles proposent dans le cadre des politiques et des programmes de mise en œuvre des objectifs de développement durables.

Nous travaillerons avec les gouvernements des 47 pays représentés dans l'Alliance pour veiller à ce que les femmes et les filles aient voix au chapitre et que leurs priorités et les solutions qu'elles proposent occupent une place centrale dans l'élaboration des politiques. Nous obligerons nos gouvernements à rendre des comptes sur la réalisation des objectifs de développement durable, notamment celle de l'objectif n° 5. Pour parvenir à un développement équitable et durable, il faut mettre en place un cadre favorable où la voix des femmes est entendue et où les solutions locales qu'elles proposent sont utilisées pour résoudre de plus grands problèmes de développement.

Les membres de l'Alliance for Women's Solutions ont défini deux priorités indispensables à la participation effective des femmes dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

- Les femmes et les filles doivent participer pleinement à l'élaboration des politiques et leur participation ne doit pas être purement symbolique ou seulement consultative. Elle doit plutôt être utile. Les avis, les approches et les solutions formulées par les femmes et les filles vivant dans la pauvreté doivent être prises en compte dans les débats sur les politiques qui touchent leur vie et leur communauté. Ce n'est qu'à cette condition que les objectifs de développement durable pourront être mis en œuvre. La représentation seule de leurs opinions ne suffit pas.
- Les groupes et collectifs de femmes doivent avoir accès au financement pour participer pleinement au processus de mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les donateurs, les gouvernements et le secteur privé doivent accroître leur offre de financement afin de renforcer la capacité de ces organisations à devenir des partenaires au développement et des partenaires de réalisation des programmes au lieu d'en être de simples bénéficiaires.

Afin de réaliser ces deux objectifs, nous recommandons que les mesures suivantes soient prises par tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable :

- Des efforts doivent être consentis et des investissements réalisés pour inclure les femmes et les filles dans les débats sur le développement. L'un des moyens efficaces d'y parvenir consiste à investir dans la technologie afin de mettre en relation les femmes et les filles vivant dans la pauvreté à des mouvements de sensibilisation et à des décideurs et de leur ouvrir l'accès à des possibilités d'apprentissage, et ce, à l'échelle internationale; c'est ainsi qu'elles pourront pleinement participer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable.
- Les débats sur le développement organisés à l'échelle mondiale doivent être dirigés par des parties prenantes issues de pays en développement.
- Les débats sur la réduction de la pauvreté tenus à l'échelle des pays doivent être dirigés par des personnes vivant dans la pauvreté. Les femmes et les filles, qui constituent la majorité de ce groupe de personnes, méritent de présider et de coprésider ces débats.